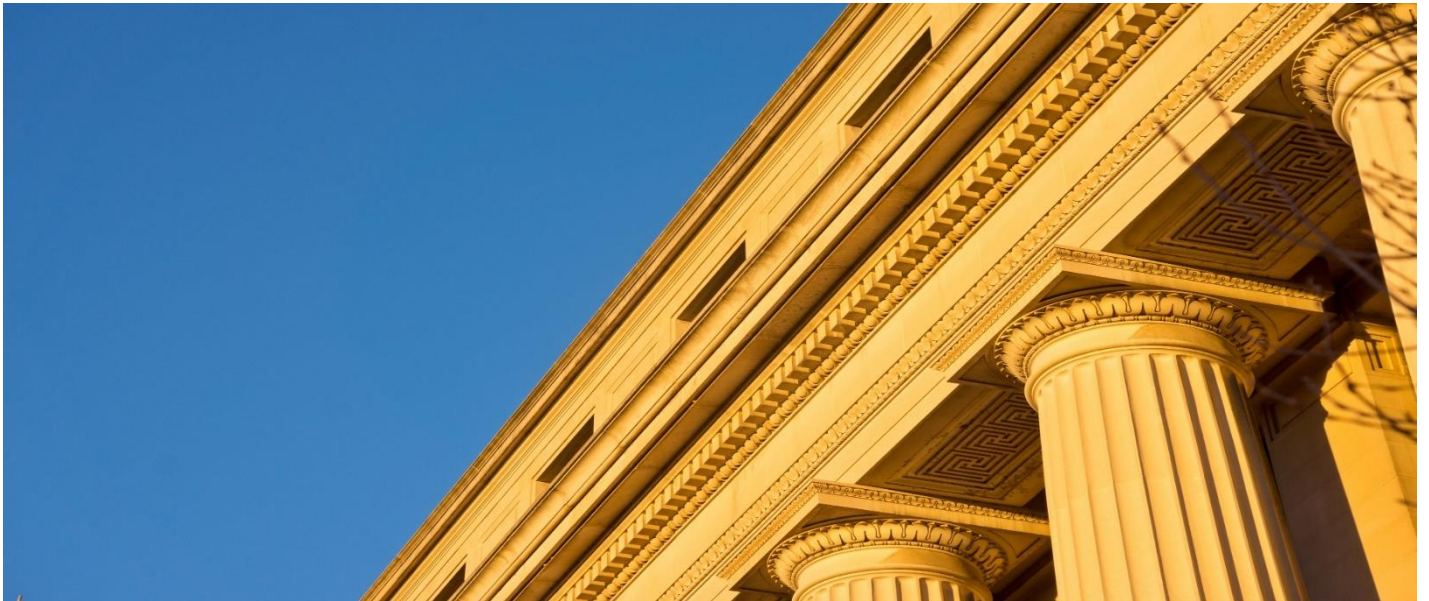




**FBConseil**

AVOCAT AU BARREAU  
DE PARIS



## NEWSLETTER

06-2024

## JURISPRUDENCE :

- ❖ [Cass.Crim. 22 mai 2024 n°23-83.180](#) : transfert de responsabilité pénale en cas de fusion absorption.  
Une société absorbante peut être condamnée pénalement (peine d'amende ou de confiscation) pour des faits constitutifs d'une infraction commise par la société absorbée avant l'opération de fusion-absorption. Il s'agit de l'application à des SARL d'une jurisprudence antérieure rendue dans le cas de SA.
- ❖ [Cass. Com 2 mai 2024 n° 22-18.074 formation restreinte](#) : le délai dans lequel une action en responsabilité civile doit être exercée peut être contraint par une clause de forclusion d'origine légale. Le point de départ du délai de forclusion légale peut être identique à celui du délai de prescription (art. 2224 code civil) soit la connaissance du dommage. Pour rappel la forclusion est une sanction civile qui, en raison de l'échéance du délai qui lui était légalement imparti pour faire valoir ses droits en justice, éteint l'action dont disposait une personne pour le faire reconnaître.
- ❖ [Cass.Civ.3 2 mai 2024 n°22-23.004](#) : la demande en justice aux fins d'extension d'une mesure d'expertise à d'autres désordres est dépourvue d'effet interruptif de prescription ou de forclusion sur l'action en réparation des désordres visés par la mesure d'expertise initiale.
- ❖ [Cour d'Appel de Paris 26 avril 2024 RG 23/05442](#) : S'il n'est pas établi que le paiement fait par l'assureur l'a été en exécution de la police produite il ne peut se prévaloir de la subrogation légale prévue par l'article L. 122-12 du code des assurances.
- ❖ [Cass. Civ 2eme 25 avril 2024 n°22-15.843](#) : La Cour rappelle que l'on ne peut obtenir la nullité d'un rapport d'expertise lorsque l'expert s'est fondé sur un dire qui n'avait pas été transmis à l'ensemble des parties qu'à la condition de démontrer le grief que cause l'irrégularité. La nullité d'un rapport d'expertise doit être soulevée devant le Juge du fond avant toute défense au fond.
- ❖ [Cass. Civ 2 25 avril 2024 n°22-17.229](#) : Lorsqu'en raison de la durée de la période temporaire, une cour d'appel estime que la victime a subi, durant cette période, une limitation de ses possibilités professionnelles et la perte d'une chance de bénéficier de promotions professionnelles, ces préjudices sont indemnisés au titre des pertes de gains professionnels actuels. Dans cette situation, la perte d'espoir et de chance de réaliser un projet de vie familiale en raison de la gravité du handicap et le préjudice sexuel subis, durant cette même période, sont indemnisés au titre du déficit fonctionnel temporaire.



FB Conseil

AVOCAT AU BARREAU  
DE PARIS

- ❖ [CA de Chambéry 23 avril 2024 RG 21/01677](#) : La Cour rappelle que « *les dommages immatériels consécutifs (pertes de loyers) à des travaux relevant de la responsabilité légale ne sont pas couverts par l'assurance décennale obligatoire mais par des garanties facultatives* ». La Cour se réfère à un arrêt rendu en 2019 par la Cour de Cassation ([Cass. civ. 3, 5 décembre 2019, n° 18-20.181](#) inédit : « *Il résulte des articles L. 241-1 et A 243-1 du code des assurances que l'assurance obligatoire de la responsabilité du constructeur, qui garantit le paiement des travaux de réparation de l'ouvrage à la réalisation duquel l'assuré a contribué, ne s'étend pas, sauf stipulations contraires, aux dommages immatériels.*»)
- ❖ [Cass.Civ.3 4 avril 2024 n°22-18.509](#) : Vu l'article 1147 du code civil, dans sa rédaction antérieure à celle issue de l'ordonnance n° 2016-131 du 10 février 2016, et le principe de la réparation intégrale sans perte ni profit pour la victime, le dommage consécutif à une perte de chance correspond à une fraction des différents chefs de préjudice subis, qui est déterminée en mesurant la chance perdue.
- ❖ [Cass.3eme civ. 7 mars 2024 n°22-20.555](#) : La Cour précise que « *l'action récursoire d'un responsable contre l'assureur de responsabilité d'un co-responsable se prescrit selon les mêmes règles que celles applicables à l'action récursoire contre cet autre responsable. En conséquence, l'action récursoire de l'assureur d'un constructeur, subrogé dans les droits de son assuré, contre l'assureur d'un autre constructeur n'est pas prescrite tant que le délai prévu à l'article 2224 du code civil n'est pas expiré, peu important que l'assureur ainsi recherché ne soit plus exposé au recours de son assuré, en raison de l'expiration de la prescription biennale de l'article L. 114-1 du code des assurances.* »
- ❖ [Cass. com., 14 nov. 2023, no 21-19146](#) : L'action en responsabilité intentée à l'encontre d'un dirigeant d'une société civile en raison d'une faute séparable de ses fonctions est soumise, en l'absence de disposition dérogatoire, au délai de prescription quinquennale prévu à l'[article 2224 du Code civil](#).

## CONFORMITE :

### ❖ SANCTIONS :

- [Conseil d'Etat N° 492346 2ème - 7ème chambres réunies – 16 mai 2024](#) : **GEL DES AVORIS et absence de condition d'urgence** - Par une ordonnance n° 2403428 du 16 février 2024, le juge des référés du tribunal administratif de Paris a prononcé la suspension de l'exécution de l'arrêté du 11 janvier 2024 pour une durée de six mois relatif à une mesure de gel des fonds et ressources économiques de M. M, interdisant la mise à disposition directe ou indirecte ou l'utilisation de fonds ou de ressources à son profit. M. M avait été condamné en justice pour participation à une association de malfaiteurs en vue de la préparation d'un acte de terrorisme, faits de recel de biens provenant d'un délit, faits d'apologie du terrorisme et menace de mort sur personnes dépositaires de l'autorité publique. Recours du Ministère de l'intérieur et des outre-mer. Le Conseil d'Etat annule l'ordonnance de suspension de gel des avoirs et décide en application de l'article L. 562-11 du code monétaire et financier, du déblocage partiel des fonds gelés (salaire et règlement des allocations CAAF) servant à couvrir des besoins matériels intéressant la vie personnelle et familiale de M. M et sa famille ainsi que la conservation de son patrimoine (frais d'huissier).

Le Conseil d'Etat précise « *qu'il résulte de ce qui précède, sans qu'il soit besoin de se prononcer sur la condition tenant à l'existence d'une atteinte grave et manifestement illégale à une liberté fondamentale, qu'en l'absence de la condition d'urgence particulière requise par l'article L. 521-2 du code de justice administrative, il y a lieu d'annuler l'ordonnance du juge des référés du tribunal administratif de Paris.* »

Rappelons par ailleurs que les avoirs permettant de couvrir notamment les besoins médicaux, judiciaires, les règlements de loyers ou de charges sociales font l'objet d'une exonération automatique de gel par la DGT.

- [Cour d'appel de Paris, Pôle 5 chambre 16, 5 mars 2024, n° 22/07665](#) : La Cour d'appel de Paris, saisie sur renvoi après cassation, a statué sur un litige entre la société française BNI spécialisée en recouvrement d'avoirs gelés et l'État de Libye concernant l'exécution d'un protocole d'accord pour le paiement de commissions liées à la localisation et au recouvrement d'avoirs libyens gelés. Ce protocole prévoyait le compétence du Tribunal de Commerce de Paris en cas de litige relatif à son interprétation ou à son exécution.. En vertu des principes du droit international, les Etats étrangers bénéficient de l'immunité de juridiction lorsque l'acte qui donne lieu au litige participe, par sa nature ou sa finalité, à l'exercice de la souveraineté de ces Etats. Tel n'est pas le cas d'un contrat commercial. La Cour d'appel, dans son arrêt du 5 mars 2024, a donc rejeté la demande de sursis à statuer de la Libye, jugé irrecevable l'immunité de juridiction invoquée par la Libye, confirmé la compétence et renvoyé l'affaire devant le TC de Paris.

❖ **LCB-FT** : [Tribunal Judiciaire de Marseille, 3e chambre cab b4, 11 avril 2024, n° 21/08152](#) : Souscription d'un contrat d'assurance tous risques auprès de la société MAIF pour un véhicule. Dégradation du véhicule et refus de l'assureur de garantir le sinistre pour défaut de justification par le propriétaire de la provenance des fonds d'acquisition dudit véhicule. Condamnation de l'assureur à garantir le sinistre en ce qu'il n'apporte pas la preuve de la déclaration frauduleuse du propriétaire du véhicule qui a apporté des éléments justificatifs en cours de procédure judiciaire.

❖ **AMF et RSE** : Comme elle s'y était engagée en 2023, l'AMF a structuré la gouvernance de son projet de responsabilité sociale et environnementale qui s'est concrétisé en mars 2024 par la mise en place d'un comité RSE.

## TEXTE

❖ [Projet de loi de simplification de la vie économique](#) n° 550 (2023-2024) de M. Bruno LE MAIRE, déposé au Sénat le 24 avril 2024. Procédure accélérée. Ce texte a un impact sur les activités assurantielles et réglementaires.



**Pour plus de détails sur ce sujet écoutez notre Podcast de juin 2024 !!**

